

## Rwanda : Kagamé confirme sa candidature à un 3ème mandat

APA, 01-01-2016 Kigali (Rwanda) - Le président Paul Kagamé a mis fin à toutes les spéculations sur son avenir politique en confirmant, dans son message de nouvel an, sa candidature pour un troisième mandat lors de la prochaine élection présidentielle rwandaise prévue en 2017. Le président Kagamé a indiqué qu'il cherchait à se faire réélire principalement parce que les Rwandais avaient voté de manière retentissante pour lui permettre de rester encore au pouvoir à la fin de son deuxième mandat de sept ans.

En décembre, les Rwandais avaient voté massivement, lors d'un référendum, de modifier les changements constitutionnels qui empêchaient de briguer la présidence à nouveau. Le résultat de ce scrutin a ouvert la voie pour permettre à Kagamé, âgé de 58 ans, de rester au pouvoir jusqu'en 2034, après qu'il aura eu un mandat de sept ans comme président et deux mandats de cinq ans, selon les nouvelles dispositions de la Constitution. Paul Kagamé qui est arrivé au pouvoir en 2000 a indiqué à ses compatriotes que compte tenu de l'importance et de la considération qu'ils avaient accordée au résultat du référendum, il ne pouvait qu'accepter leur décision. Il a précisé que loin de chercher à être président à vie, le référendum et sa candidature qui a suivi redonnent une nouvelle vie à la démocratie rwandaise ce que les souhaits de la population ont été rendus sans équivoque par la nature écrasante de leurs votes pour qu'il continue de diriger le pays. En dehors des détracteurs de Kagamé qui ont rejeté le référendum qu'ils qualifient de leçon de tricherie électorale, Washington et l'UE ont décrié l'exercice comme une farce, maintenant les appels antérieurs pour qu'il quitte le pouvoir et ouvre la voie à l'émergence d'une nouvelle race de dirigeants progressistes pour le Rwanda.

M. Kagamé s'est fait remarquer durant le génocide de 1994 lorsque son Front patriotique du Rwanda (FPR) a marché sur la capitale Kigali pour mettre fin au massacre de 800.000 Tutsis et Hutus modérés dans une campagne meurtrière d'extermination qui a duré 100 jours. Même si les transformations économiques qu'il a apportées au Rwanda ont été largement saluées dans les cercles internationaux, les détracteurs locaux et étrangers de son régime l'accusent de diriger le pays d'une main de fer. Le président rwandais annonce qu'il briguera un troisième mandat Reuters, 01/01/2016 Le président rwandais Paul Kagame a annoncé vendredi son intention de briguer un troisième mandat en 2017, rendant publique une décision qui était attendue après la révision constitutionnelle récemment votée. "Vous m'avez demandé de diriger encore le pays après 2017. Compte tenu de l'importance et de la considération que vous attachez à cela, je ne peux qu'accepter", a déclaré Paul Kagame dans un discours à la nation retransmis à la télévision. "Mais je ne pense pas que nous ayons besoin d'un dirigeant éternel", a-t-il déclaré. Kagame est président depuis 2000, mais il est effectivement aux commandes du pays depuis que son parti, le Front patriotique rwandais, a marché sur Kigali pour mettre fin au génocide de 1994. Le président rwandais ne pouvait effectuer jusqu'ici que deux mandats, mais, le 19 décembre, les électeurs rwandais ont voté par référendum la forme constitutionnelle autorisant Paul Kagame à rester plus longtemps au pouvoir. La modification de la constitution permet au chef de l'Etat de se présenter l'an prochain pour un nouveau mandat de sept ans, qui pourrait être suivi par deux mandats de cinq ans, ce qui pourrait lui permettre potentiellement de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Les Etats-Unis, qui ont longtemps soutenu Paul Kagame pour avoir transformé son pays depuis le génocide de 1994, estiment désormais que le président servirait au mieux son pays en démissionnant en 2017. Le Rwanda ne compte qu'un vrai parti d'opposition, le Parti vert démocratique du Rwanda, qui n'est pas représenté au parlement. La justice a rejeté sa tentative de bloquer la modification de la constitution. Au Burundi voisin, l'annonce en avril dernier par le président Pierre Nkurunziza de son intention de briguer un troisième mandat a plongé le pays dans une période de troubles. Les violences ont fait au moins 400 morts. Le président a par la suite remporté la présidentielle fin juillet.